



Le Basket, le Handball, le Hockey sur glace et le Volley professionnels tirent la sonnette d'alarme.

Les sports professionnels de salle, féminins et masculins, incluant en cette démarche les dirigeantes et dirigeants salariés, joueuses, joueurs ou entraîneurs notamment – souhaitent alerter les pouvoirs publics sur la précarité de leurs situations

Comme un grand nombre de citoyens et d'entreprises, nous sommes particulièrement impactés par les conséquences sanitaires et économiques de l'épidémie qui touche notre pays. Légitimement, pour participer à la lutte contre la propagation du virus, nous avons successivement accepté des contraintes de plus en plus lourdes : mise en place et suivi de protocoles sanitaires très stricts, puis réduction de la jauge de nos salles, et enfin organisation de nos compétitions à huis clos. Cette dernière étape éprouve dangereusement notre modèle.

Nous sommes aujourd'hui fortement incités par les pouvoirs publics à poursuivre notre activité, à ne pas interrompre les championnats, à produire du spectacle plutôt que de nous mettre totalement à l'arrêt comme cela nous avait été imposé au mois de mars 2020. C'est ce que nous essayons tant bien que mal de faire car c'est notre ADN : jouer, partager des émotions avec nos publics, valoriser nos partenaires, animer et promouvoir nos territoires, divertir ceux qui – toujours plus nombreux - prennent plaisir à nous suivre et à se rassembler dans nos enceintes. Le sport et les sportifs et entraîneurs professionnels, doivent continuer – sous une forme ou sous une autre - à jouer leur rôle au service de la mixité, du lien social, de la proximité et de la solidarité. C'est une certitude, c'est une vocation, c'est notre engagement de tous les jours à travers – en particulier - les actions dans les écoles, les quartiers en difficulté, au service du sport amateur et les missions d'intérêt général qu'à ce jour nous ne pouvons plus assumer.

S'il n'est pas question de nous apitoyer sur notre sort, quelques constats s'imposent néanmoins : sans public désormais, les clubs sont privés de ressources majeures qui proviennent de la billetterie, des prestations partenaires ou encore d'animations qui sont organisées durant les rencontres. Les clubs sont d'autant plus vulnérables dans nos disciplines que les droits TV, lorsqu'ils existent, représentent des parts tout à fait mineures des budgets. Selon nos estimations précises et documentées, les recettes générées par les soirs de match, représentent près de 2/3 des ressources des clubs. 2 mois d'activité sans public puis 2 mois en étant soumis à des limitations strictes engendreront des pertes conséquentes, de plus de 40 Millions d'Euros au total de nos 3 sports. Beaucoup de clubs ne se relèveront pas de cette nouvelle épreuve sans - à la fois - le soutien de leurs partenaires privés et publics, sans la solidarité des fans qui les suivent, sans l'aide des pouvoirs publics. Pourquoi ? Car notre activité est saisonnière et que les pertes économiques des semaines à venir ne pourront, pour la plupart, être compensées ultérieurement, entraînant inévitablement des conséquences sociales et psychologiques. Car les équipes sportives sont un tout : on ne peut, contrairement à d'autres entreprises, mettre en arrêt une partie d'une équipe en laissant en activité une autre partie. Car nombre de nos partenaires privés, dont beaucoup de PME locales, souffrent également et ne sont plus en mesure de renouveler les gestes de solidarité qui avaient été réalisés à la fin de la saison dernière lorsque les investissements avaient été maintenus malgré l'arrêt des compétitions.

Sans jamais se décourager, sans jamais baisser les bras, les femmes et les hommes qui font les clubs multiplient pourtant les initiatives, faisant preuve d'innovation et d'agilité, réinventent leurs métiers et notre activité pour, malgré tous ces vents contraires, conserver les fondements même de nos sports : le partage, la proximité, les émotions offertes aux différents publics.

Nous nous battons pour que des efforts conjugués de tous, avec l'aide des pouvoirs publics sur qui nous savons pouvoir compter, émanent des solutions permettant de ne pas voir disparaître de clubs, de ne pas hypothéquer les chances qu'ils participent à l'émergence d'une nation sportive plus solidaire et à l'objectif des jeux olympiques de 2024 : un véritable héritage, une réussite en termes d'éducation, de santé, de cohésion pour toutes les générations et tous les territoires. La sauvegarde de notre modèle, dont la destinée est intimement liée au sport amateur, nous permettra d'être au rendez-vous de la relance avec l'énergie, le sens des responsabilités et les convictions qui nous animent.

Président de la LNB,

Alain Béral

Président de la LNH,

David Tebib

Présidente de la LFH,

Nodjialem Myaro

Président de la FFHG,

Luc Tardif

Président de la LNV

Alain Griguer